



---

*Commission spéciale sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation, et sur le renforcement de l'intégrité, de la transparence et de la responsabilité au Parlement européen (INGE 2)*

---

23.3.2023

## COMPTE RENDU DE MISSION

faisant suite à la mission à Kiev (Ukraine), les 20 et 21 février 2023

Commission spéciale sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation, et sur le renforcement de l'intégrité, de la transparence et de la responsabilité au Parlement européen (INGE 2)

Membres de la mission:

Raphaël Glucksmann	(S&D) (chef de la mission)
Heidi Hautala	(Verts/ALE)
Javier Zarzalejos	(PPE)
Lukas Mandl	(PPE)
Bart Groothuis	(Renew)
Tomáš Zdechovský	(PPE)

## *Introduction*

À l'invitation de la Verkhovna Rada, la commission spéciale INGE 2 a envoyé une délégation composée de six membres à Kiev (Ukraine), les 20 et 21 février 2023. L'objectif de cette mission était d'organiser des discussions avec les homologues ukrainiens sur les stratégies et les pratiques permettant de lutter contre l'ingérence russe, mais aussi de mieux comprendre comment les institutions de l'Union pourraient être mieux équipées pour apporter l'aide dont l'Ukraine a besoin dans sa lutte contre la manipulation de l'information et l'ingérence russes.

La délégation a rencontré le ministre de la culture et de la politique de l'information, le ministre de l'énergie, la vice-ministre de la défense, le chef adjoint du cabinet du président, le secrétaire du Conseil de défense et de sécurité nationale et le bureau du représentant du président de l'Ukraine en République autonome de Crimée, ainsi que d'autres services gouvernementaux.

À la Verkhovna Rada, les membres ont rencontré le premier vice-président et les présidents et vice-présidents de la commission de la politique étrangère et de la coopération interparlementaire, de la commission de la transformation numérique, de la commission de la politique en matière de lutte contre la corruption et de la commission de la politique humanitaire et de l'information.

La délégation a également rencontré des professionnels des médias et des organisations non gouvernementales (ONG) qui exercent leurs activités dans les domaines de la résilience face à la désinformation et de la lutte contre la corruption.

## *Contexte*

Depuis sa création en septembre 2020, la commission spéciale sur l'ingérence étrangère n'a eu de cesse de mettre en avant le lien qui existe entre la guerre hybride, notamment la manipulation de l'information, et les formes d'agression traditionnelles.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine est intervenue consécutivement à des années de déstabilisation et d'ingérence russes dans le pays et a été suivie de campagnes de manipulation de l'information sans précédent sur l'ensemble du continent. Comme a pu le constater la commission après une analyse approfondie de deux ans et demi, la Russie a diffusé des discours manipulateurs à grande échelle, fondés sur une vision déformée de la réalité, dans le but de justifier la guerre qu'elle mène contre l'Ukraine.

À l'heure actuelle, les campagnes de désinformation en provenance de Russie ont atteint une ampleur sans précédent et visent principalement à mettre à mal le soutien exprimé par les citoyens européens à la cause ukrainienne.

Dans ce contexte, la visite des membres de la commission INGE 2 avait pour objectif de tirer les enseignements de l'expérience ukrainienne pour améliorer la résilience face aux opérations hybrides russes, en particulier en matière de manipulation de l'information, et d'explorer les possibilités de mettre en place une coopération concrète entre les institutions de l'Union et les organes gouvernementaux ukrainiens dans la lutte contre le discours tenu par la Russie sur la scène internationale.

La date de la mission – organisée un an après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie – était hautement symbolique et a apporté une preuve significative de soutien très

appréciée par les homologues ukrainiens.

## ***Principaux enjeux***

### *Expérience de l'Ukraine dans le domaine de la manipulation de l'information par la Russie*

L'Ukraine a acquis une grande expérience dans le domaine de la manipulation de l'information à laquelle procède la Russie<sup>1</sup>. Le centre de communication stratégique et de sécurité de l'information, créé sous l'égide du ministère de la culture et de la politique de l'information, regroupe les efforts déployés par le gouvernement ukrainien et les organisations de la société civile<sup>2</sup> pour lutter de manière coordonnée contre la désinformation russe. Le centre met également au point une messagerie permettant de garantir une communication coordonnée au niveau du gouvernement et assure la formation des fonctionnaires.

En outre, en 2019, l'Institut démocratique national (NDI) a créé le centre de coordination de la désinformation afin de proposer une plateforme destinée à faciliter la coordination entre approximativement 25 organisations de la société civile spécialisées dans la vérification des faits et la déconstruction de la désinformation. Le rôle de la plateforme a été renforcé depuis le début de l'agression menée à grande échelle.

Depuis février 2022, l'Ukraine est confrontée à des défis importants dans le domaine de la lutte contre la désinformation russe, parmi lesquels, en particulier, la relocalisation du personnel des organisations de la société civile ou le fait que celui-ci rejoigne les forces armées. Malgré tous ces défis, les organisations de la société civile ukrainienne s'efforcent d'être davantage tournées vers l'avenir et plus proactives en s'appuyant sur l'unité remarquable dont fait preuve la population ukrainienne face à l'agression russe. Il est intéressant de noter qu'un débat public a déjà eu lieu sur l'avenir des territoires «désoccupés», notamment le Donbass et la Crimée, et sur la meilleure manière de réintégrer ces territoires et les populations qui y vivent après la fin de l'occupation russe.

Cependant, la tendance générale qui consiste à considérer les médias sociaux comme des

---

<sup>1</sup> Les tendances les plus récentes dans le domaine de la manipulation de l'information par la Russie se présentent comme suit:

- l'aggravation des discours haineux à l'encontre de l'Ukraine (la rhétorique du génocide peut être présente dans les propos tenus par des journalistes russes, des membres de la Douma russe, sur les réseaux sociaux, etc.) qui est montée d'un cran avec les échecs de la Russie dans les zones de combat;
- le fait de présenter les Ukrainiens comme des terroristes (en plus d'être des nazis) en réponse au fait que la Russie a été désignée comme un État terroriste, et l'affirmation que l'Ukraine est un État corrompu pour que la responsabilité pèse sur elle;
- la fabrication de preuves indiquant que l'OTAN se bat contre les Russes en Ukraine;
- la minimisation de l'aide occidentale apportée à l'Ukraine;
- l'amplification des messages fondés sur la peur (par exemple, en évoquant le risque croissant de guerre nucléaire);
- la promotion d'un programme anti-ukrainien à l'étranger (les activités de désinformation russes menées dans le monde entier, en particulier dans les pays du Sud, sont extrêmement dangereuses, car elles peuvent mettre à mal le soutien international sur le long terme à l'Ukraine);
- la maximisation des avantages que présente le rôle toujours croissant joué par les médias sociaux, en particulier Telegram.

<sup>2</sup> Les organisations de la société civile telles que VoxUkraine, Media Center Ukraine, Internews Ukraine, StopFake, WeAreUkraine.info, Texty.org.ua et le NDI.

sources d'information se traduit par le fait que davantage d'Ukrainiens sont potentiellement exposés à la manipulation de l'information et, partant, que les initiatives engagées par l'Ukraine dans le domaine de la lutte contre la désinformation sont tenues d'adapter leurs activités et de s'adapter à la nouvelle réalité.

Dans ce contexte, Telegram a été identifié comme l'un des principaux vecteurs de la manipulation de l'information russe (non seulement en Ukraine, mais également dans toute l'Europe). De plus, Telegram a été accusé de ne pas répondre aux demandes qui lui ont été adressées par les autorités ukrainiennes l'invitant à lutter contre la désinformation, contrairement, par exemple, à Facebook et à YouTube, qui semblent se montrer plus coopératifs sur cette question. En outre, les interlocuteurs ukrainiens ont partagé des informations sur la probabilité que les services de renseignement russes aient accès aux discussions échangées sur Telegram. Toutefois, l'opinion générale, en ce qui concerne Telegram, est divisée en Ukraine, car la plateforme est perçue comme la principale source d'information par le peuple ukrainien, en particulier dans les territoires occupés.

La guerre et l'utilisation des médias sociaux ont également posé un autre défi au gouvernement ukrainien, car des utilisateurs ont accidentellement révélé des informations sensibles en ligne concernant certains lieux, lesquelles ont ensuite été utilisées par l'armée russe pour identifier des cibles et des mouvements de troupes éventuels. Les autorités ukrainiennes ont déployé des efforts pour s'adresser aux citoyens afin de les sensibiliser aux publications «innocentes» sur les réseaux sociaux.

Les homologues ukrainiens ont également fait part de leurs vives inquiétudes quant au blocage accru de nombreux sites internet et comptes de médias sociaux ukrainiens par des fournisseurs d'accès à internet, et ont demandé à la Commission, à cet égard, de soutenir la mise en place d'une approche consistant à parler «d'une seule voix» aux grandes entreprises technologiques.

Enfin, l'alignement des lois ukrainiennes sur la législation de l'Union relative à la réglementation des médias sociaux, notamment le règlement sur les services numériques et le règlement sur les marchés numériques, dans l'attente de l'adoption du règlement ukrainien sur la publicité à caractère politique, a été mis en avant comme un exemple des efforts déployés par l'Ukraine sur la voie d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne.

#### *Coopération en matière de lutte contre le discours tenu par la Russie sur la scène internationale*

Dans ce contexte, l'un des principaux défis qui se présentent aux autorités ukrainiennes est de déterminer de quelle manière défendre le pays contre la double agression menée par la Russie à la fois sur le plan militaire et sur le plan de l'information.

Afin de réduire le soutien mondial en faveur de l'Ukraine, la Russie utilise ses missions diplomatiques et les médias soutenus par l'État, tels que Russia Today (RT), pour amplifier son discours sur la scène internationale, en particulier dans les pays du Sud, en se présentant comme un promoteur de la paix, en faisant porter à l'OTAN la responsabilité de la guerre, attisant ainsi les sentiments anti-occidentaux.

Or l'Ukraine ne dispose pas des ressources ni des représentations diplomatiques mondiales lui permettant de lutter seule contre la manipulation de l'information exercée par la Russie. Par conséquent, l'Ukraine a besoin d'un soutien coordonné de la part de pays et d'organisations

partageant les mêmes valeurs, comme les institutions de l'Union européenne, pour livrer cette bataille de la communication, non seulement en Europe, mais également dans le monde entier, y compris dans des pays comme l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud.

Cette nécessité de mettre en place une coopération à l'échelle internationale a été l'un des principaux enseignements tirés par la mission et a été évoquée à plusieurs reprises. Cette coopération éventuelle pourrait prendre la forme d'un «groupe Ramstein de l'information», à l'instar du groupe de contact sur la défense de l'Ukraine («groupe Ramstein»), et réunir des experts des médias ukrainiens, issus de l'Union et d'autres pays, pour se pencher sur les enseignements tirés de la résilience dont fait preuve l'Ukraine face à la guerre de l'information menée par la Russie et mettre au point des opérations conjointes.

En outre, les homologues ukrainiens ont appelé les institutions de l'Union et les États membres à étendre les sanctions de l'Union aux propagandistes russes, à savoir les artistes, acteurs, musiciens et personnalités de la télévision qui, à titre individuel, promeuvent activement la propagande russe et soutiennent la guerre en Ukraine dans le monde entier, en particulier en Europe. Il a été constaté que plusieurs pays, dont le Canada et l'Ukraine, avaient déjà inscrit un certain nombre de ces propagandistes russes sur des listes de sanctions.

Il a également été indiqué que les actions menées actuellement par l'Union contre les chaînes de télévision russes devraient être pleinement mises en œuvre pour lutter plus efficacement contre la propagande russe. À titre d'exemple, le satellite français Eutelsat permet encore que soient diffusées les chaînes du groupe RT en Europe, ce qui ne devrait plus être le cas. De même, le financement russe des partis politiques en Europe devrait être interdit de manière effective.

### *Ingérence russe en Ukraine par le recours à la corruption*

Au cours de la réunion avec les ONG de lutte contre la corruption, des détails concrets sur le lien entre des cas de corruption en Ukraine et l'ingérence russe dans le pays ont été examinés. La lutte contre la corruption est également un moyen de protéger le pays contre l'ingérence russe.

Les experts qui ont rencontré la délégation ont insisté sur l'importance qu'il y a à reconnaître les progrès accomplis par l'Ukraine au cours des dernières années dans le domaine de la lutte contre la corruption. Selon l'indice Transparency International<sup>3</sup>, l'Ukraine est l'un des seuls pays à avoir progressé dans la lutte contre la corruption au cours des 10 dernières années. De plus, les affaires les plus récentes en matière de lutte contre la corruption sont considérées comme un indicateur positif, car le gouvernement fait publiquement montre de l'action qu'il mène pour limiter la corruption et les affaires soulignent la qualité de l'ensemble du travail accompli par la société civile afin de promouvoir les bonnes pratiques en matière de transparence. En outre, ces affaires montrent que l'Ukraine progresse dans la lutte contre la corruption conformément aux exigences du processus d'intégration à l'Union européenne.

### *Cybersécurité, infrastructures critiques et énergie*

---

<sup>3</sup> <https://www.transparency.org/en/cpi/2022>.

Au cours des diverses réunions consacrées aux travaux menés par l'Ukraine pour protéger ses infrastructures critiques et son cyberspace, les membres ont obtenu des informations sur les efforts permanents consentis par l'Ukraine et sur son travail efficace dans ce domaine. Ces travaux sont coordonnés par différents organismes, tels que le Service d'État des communications spéciales et de la protection de l'information (SSSCIP) et le CERT-UA<sup>4</sup>.

Par ailleurs, la cyberrésilience dont fait preuve l'Ukraine s'explique en grande partie par la coopération et la coordination efficaces avec l'Union et l'OTAN, comme en témoigne l'extension au pays du programme pour une Europe numérique, la collaboration au sein du Centre coopératif d'excellence de l'OTAN pour la cybersécurité et le déploiement de l'équipe permanente structurée de cybersécurité rapide financée par la coopération. Les homologues ukrainiens ont également souligné la bonne coopération mise en place avec diverses grandes entreprises technologiques pour renforcer la cybersécurité du pays.

Au cours des discussions, la nécessité de renforcer les sanctions de l'Union à l'encontre de la Russie a été évoquée, notamment la nécessité de couvrir, par exemple, le secteur de l'énergie nucléaire russe (Rosatom), y compris en suspendant les droits de la Russie au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique et dans l'ensemble des conférences internationales relatives à l'énergie.

### *Conclusions et suivi*

Les principales conclusions de la délégation de la commission spéciale INGE 2 à la suite de sa mission en Ukraine donneront un éclairage précieux sur les différents rapports et recommandations qui seront adoptés par la commission spéciale dans les mois à venir.

Cette mission devrait également donner lieu à différentes actions et initiatives de suivi destinées à renforcer la coopération entre l'Ukraine et les institutions de l'Union, en particulier en ce qui concerne la bataille de la communication qui se joue sur la scène internationale. Un certain nombre de contacts ont été établis, de sorte que des réunions supplémentaires pourraient être organisées avec la commission réunie en plénière ou dans d'autres formations afin de renforcer l'échange permanent entre les autorités ukrainiennes et les institutions de l'Union.

Enfin, cette mission a également été l'occasion de réaffirmer, à un moment symbolique, le soutien sans réserve du Parlement européen à la cause ukrainienne.

---

<sup>4</sup> Le SSSCIP est l'organe public qui gère le système national de protection des infrastructures critiques, coordonne les ministères et les exploitants des infrastructures, tient un registre des infrastructures critiques et prépare des évaluations des risques que court le système au niveau national. Le CERT-UA est l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique de l'Ukraine et agit sous la houlette du SSSCIP.



---

*Special Committee on foreign interference in all democratic processes in the European Union, including disinformation, and the strengthening of integrity, transparency and accountability in the European Parliament (ING2)*

---

## **ING2 Committee mission**

**20 to 21 February 2023**

**Kyiv, Ukraine**

### **PROGRAMME**

#### **20 February 2023**

**10:15 – 11:00 Meeting with the First Deputy Speaker of the Verkhovna Rada of Ukraine, Oleksandr KORNIENKO**

**11:15 – 12:30 Meeting with the Chairs/members of the Rada Committees on**

- **Foreign Policy and Interparliamentary Cooperation, Chair Oleksandr MEREZHKO**
- **Digital Transformation, Chair Mikhail KRYACHKO**
- **Anti-Corruption Policy, Deputy Chair Elena MOSHENETS**
- **Humanitarian and Information Policy, Chair Oleksandr SANCHENKO**

**12:45 – 13:30 Meeting with the Minister of Culture and Information Policy, Oleksandr TKACHENKO**

**13:45 – 15:00 Working lunch with media reform group**

**15:15 – 15:55 Meeting with Office of Representative of the President of Ukraine in the Autonomous Republic of Crimea, Representative Tamila TASHEVA**

**16:15 – 17:00 Briefing by State Service of Special Communications and Information Protection of Ukraine (SSSCIP) and the Computer Response Team of Ukraine (CERT-UA)**

**17:15 – 18:30 Meeting with NGOs on anti-corruption and foreign interference**

#### **21 February 2023**

- 09:30 – 10:30 Meeting with Minister of Energy, Herman HALUSHCHENKO**
- 11:00 – 11:45 Meeting with President’s Office Deputy Head Igor ZHOVKVA**
- 12:00 – 12:45 Meeting with Deputy Minister of Defence Hanna MALIAR**
- 14:00 – 15:00 Meeting with EU Advisory Mission**
- 15:15 – 16:30 Meeting with Secretary of the National Security and Defence Council, Oleksiy DANILOV**
- 17:15 – 18:30 Meeting on disinformation resilience with Centre for Strategic Communication and Information Security and NGOs (NDI Disinformation Coordination Hub members)**
- 18:30 – 19:00 Press briefing**